



© fr.freepik.com

Bonne année 2019 !

*Une palette pour peindre
l'année nouvelle des plus belles
couleurs...*

*Santé, dynamisme, joies, succès,
espoirs, équité, solidarité...*

PRESENCE DANS LES MEDIAS

2 janvier : Christian Bourreau interviewé sur RMC (Bourdin Direct)
Pierre Erbs interviewé sur France Inter



© Sia Partners

8 janvier : Christian Bourreau interviewé sur BFMTV (Matinale)

ATTENTION ANNULATION ABONNEMENT CARTE BUTTERFLY

Nous avons le regret de vous annoncer que faute d'un nombre d'abonnés suffisant et utilisant la CARTE BUTTERFLY, nous avons été dans l'obligation d'annuler ce partenariat.

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui avaient participé à cette opération proposée aux adhérents des associations membres de la FNAR et de l'UFR-rg.

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)

- l'indexation des pensions sur l'inflation est remplacée par l'indexation sur le salaire moyen des ressortissants du nouveau régime, éventuellement corrigé d'un « *facteur de soutenabilité* » reflétant les situations économique et démographique de la France ainsi que l'état des réserves Agirc-Arrco. Ceci étant, si cette nouvelle base d'indexation est a priori favorable puisque les salaires ont historiquement progressé bien davantage que l'inflation, l'introduction de cette « *soutenabilité* » permettra sans doute aux gestionnaires du régime de ne pas trop s'écarter de la base inflation s'ils le jugent nécessaire...
- le nouveau régime ouvre les droits à réversion à 55 ans, donc sans changement pour Arrco, mais amélioration de 5 ans pour Agirc.

Retraite universelle

L'éventuel impact du phénomène « gilets jaunes » sur le déroulement et la durée déjà prolongée des entretiens entre le Haut-Commissaire J.P. Delevoye et l'ensemble des parties prenantes à la réforme n'est pas plus évaluable aujourd'hui que l'impact possible du scrutin européen de mai. L'épineuse question de l'avenir des réserves accumulées par un certain nombre de régimes, dont en particulier Agirc-Arrco, 62 milliards d'euros sur un total de 165 pour l'ensemble d'entre eux, pose problème. La question est de savoir si ces réserves ont vocation à être partagées et donc à être versées dans un vaste pot commun. Pour sa part, le nouveau régime Agirc-Arrco considère que « *les efforts consentis par les entreprises et les salariés du privé au sein de l'Agirc-Arrco ne doivent pas bénéficier au laxisme des autres régimes* ». De son côté Michel Chassang, président de l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL), indique que « *nous avons été fourmis en prévision de l'avenir, il est hors de question d'alimenter les professions qui ont été cigales* ». La remarque de J.P. Delevoye « *Les cotisants ne sont propriétaires de rien* » n'éclaire pas forcément un débat que nous suivons naturellement de près.

Pierre LANGE

COURRIER
L'ADRESSE DE LA VIE
Courrier des lecteurs, 80 boulevard
75707 Paris Cedex 13. courrier



Sourde oreille

Lors de l'annonce de la hausse de la CSG pour les retraités à partir de 1200 € par mois sans compensation, la Confédération française des retraités (CFR), qui regroupe 1,5 million de retraités, avait demandé de rencontrer le gouvernement pour faire des propositions, jugeant que l'effort demandé aux retraités avec cette augmentation « *était trop important et qu'il n'était pas juste* », comme Emmanuel Macron l'a finalement reconnu dans son intervention télévisée du 10 décembre. La CFR, malgré des relances, a été ignorée du gouvernement et n'a pas reçu de réponse. L'annonce du quasi-gel des retraites en août a suscité la colère des retraités : trop, c'était trop ! Le chef de l'État vient donc d'annoncer que la hausse serait annulée pour « *ceux qui touchent moins de 2000 € par mois* ». En trois semaines, c'est ce que les retraités « gilets jaunes » ont obtenu par la violence. À désespérer de la démocratie.

PAUL PROTHON
paul.prothon@orange.fr

La CFR !



Président de l'Association UFR de l'Isère

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)

EUROPE

Le 13 décembre 2018 s'est tenue à Paris une réunion entre les membres français et le président danois de Age, Ebbe Johansen, élu en juin 2017 après avoir exercé une fonction de vice-président.

Cette rencontre avait été proposée par les membres français à l'issue de l'AG du mois de juin 2018 pour faire le point des orientations des travaux de AGE.

Une précédente rencontre avait eu lieu le 18 septembre 2015 : la Coordination avait reçu le président slovène à l'époque, Marjan Sedmak.

La réunion du 13 avait été préparée par un document de cadrage traduit en anglais.

Dix organisations y ont participé sur les quinze membres français actuels. Certains membres absents ont pu avoir un écho des échanges lors de la réunion de la Coordination qui a immédiatement suivi.

Trois questions ont été abordées : les priorités de travail ; l'extension du champ des adhésions ; la diminution du nombre de membres constatée globalement ces dernières années.

A/ les priorités de travail

Nous avons déjà évoqué cette question à plusieurs reprises dans AFJ.

La Secrétariat de AGE est conduit à intervenir de plus en plus sur des thématiques internationales dans le cadre des travaux de l'ONU : les 17 Objectifs du Développement Durable (« ODD » ou « SDGs » en anglais) à l'horizon 2030, l'articulation entre le processus annuel du Semestre Européen de l'EU (cf. PNR = programme national de réformes des pays membres) et le suivi tous les cinq ans du Plan international de Madrid sur le Vieillessement (en anglais MIPAA), le suivi dans les Etats signataires de l'application de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées (qui a pris effet le 3 mai 2008 ; tous les membres de l'UE et l'UE elle-même l'ont signée et progressivement ratifiée), la perspective d'une Convention internationale sur les droits humains dont ne jouiraient pas les personnes âgées en violation des principes généraux déclarés (projet appelé de façon raccourcie, mais inappropriée : Convention internationale sur les droits des personnes âgées, car il n'y a pas de droits spécifiques, mais bien des obstacles à l'exercice des droits)...

Le développement de ces travaux centrés sur les droits mobilise, même si c'est à temps partiel, les membres du Secrétariat alors qu'ils ne recourent pas nécessairement les priorités des membres au niveau national.

Dans un monde globalisé, nous sommes conscients de l'interaction entre les niveaux d'intervention des politiques : international, européen, national, régional, local. Il importe également de ne pas méconnaître le « principe de subsidiarité » qui donne à chaque niveau (européen ou national) des compétences propres, notamment dans les politiques sociales. Encore faut-il que les membres trouvent leur compte dans la réflexion et l'action quotidiennes et que cette préoccupation internationale ne se fasse pas au détriment d'initiatives plus centrées sur les enjeux européens du moment.

Nous avons rappelé au président de AGE l'attachement que nous portons à un travail en réseau entre les membres qui ne soit pas limité à un travail entre l'équipe du Secrétariat d'un côté et les membres de l'autre. Ceci doit a priori se faire dans les « Task Forces », mais pas seulement. Une évaluation externe de l'efficacité des TFs est en cours.

B/ l'extension du champ des adhésions

Le sujet est assez complexe, qui découle de la question précédente.

A partir du moment où Age s'est engagé sur le terrain international et que cette stratégie a reçu l'aval du financeur européen (la Direction Générale « Justice et Protection des consommateurs »), le projet a été émis en 2017 d'ouvrir les adhésions à des organisations n'appartenant pas nécessairement à des pays membres de l'Union Européenne (EU) ou de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE), critère exigé depuis la création en 2001 pour être membre à part entière (« full member ») de l'association.

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)

L'adhésion est déjà ouverte en qualité d'« observateurs » aux organisations relevant de pays candidats à l'entrée dans l'UE.

A cela s'ajoute la situation inédite du Brexit, qui pourrait se traduire, en cas de « Hard Brexit /no Deal », par l'exclusion des adhérents britanniques en application des règles actuelles d'adhésion : d'où l'opportunité de les modifier.

On peut comprendre que AGE, dans sa position d'interlocuteur de la CE sur les questions du vieillissement, s'efforce de suivre le mouvement de partenariats initié par l'UE avec d'autres pays (ex le partenariat oriental). Mais quelles limites fixer si l'on ne veut pas se transformer en organisation internationale ?

Le Comité Exécutif a tenté une définition par référence à des entités internationales existantes : le Conseil de l'Europe, la Région Europe de l'ONU (UNICE) dont le tracé remonte à la création de l'ONU.

L'idée du Secrétariat serait de créer une nouvelle catégorie de membres, ayant des droits restreints.

Rien n'est satisfaisant à ce stade !

La Coordination a indiqué son attachement à la structuration historique de AGE autour des Etats de l'UE qui constitue le cœur du « projet AGE », quitte à prévoir des évolutions, maîtrisées autant que de besoin, et a plaidé pour qu'on trouve une solution transitoire pour les adhérents britanniques.

Un groupe de travail restreint se réunira au 1^{er} trimestre pour approfondir le sujet qui engage l'avenir du champ d'intervention de AGE. Bernard Bazot (ARAF), administrateur, en fait partie.

C/ la diminution du nombre de membres

La situation des adhésions s'est détériorée ces dernières années : le nombre actuel de membres est de 120 (toutes catégories confondues) et le recrutement est laborieux.

Autant au départ, il y a 17 ans, nombreux étaient les candidats à l'adhésion car l'Europe attirait, autant aujourd'hui il faut convaincre les intéressés d'entrer, voire de rester. L'Europe comme projet doit être expliqué et ce n'est pas simple face aux divergences des Etats sur des sujets sensibles.

Les difficultés financières rencontrées par les associations depuis 2008 n'expliquent pas tout, même si elles ont eu un impact incontestablement dans certains pays.

A court terme, cela se traduit par une difficulté à collecter les 20 % de co-financement exigé par la CE pour le travail « politique » (de plaidoyer) de AGE ; à moyen terme cela peut générer un problème de représentativité.

Rappelons que le montant des cotisations a été de 119 764 € en 2017 (dont - pour information - 10 % de cotisations venant des membres britanniques qui, avec 11 membres, sont au niveau du total des cotisations des membres français).

Si l'on y ajoute les contributions des membres au financement de l'AG annuelle (32 688 €) et des donations (24 995 €), on atteint un total de 177 447 € soit 14,6% des recettes de AGE en 2017. Le soutien des membres actuels est essentiel pour ne pas fragiliser l'organisation.

Le président de AGE est conscient de cette évolution négative ; nous devons ensemble trouver des solutions, dont des adhésions de nouveaux membres peut-être combinées avec une modification des règles de calcul : sujet qui n'est pas sans lien avec les deux questions précédentes.

Jean-Michel HÔTE



© centerblog

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)

NOS FEDERATIONS

FNAR Mission Santé

La téléconsultation prise en charge par l'Assurance maladie

Le 15 septembre 2018, la téléconsultation se déploie pour tous sur l'ensemble du territoire, entrant dans le droit commun. Le remboursement de la téléexpertise devrait suivre à partir de février 2019 pour une certaine catégorie de patients avant d'être élargie en 2020.



La télémédecine est une pratique médicale à distance fondée sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Concrètement, un professionnel peut établir un diagnostic, assurer un suivi, requérir un avis spécialisé ou encore effectuer une surveillance ; le tout, par vidéoconférence, messagerie sécurisée ou téléphone.

Elle n'a pas pour objectif de remplacer les actes médicaux en présentiel mais elle leur est complémentaire. Elle ne se substitue pas aux pratiques médicales habituelles mais constitue une réponse aux défis auxquels est confronté l'accès aux soins pour tous.

Cinq actes de télémédecine sont reconnus en France : **la téléconsultation, la téléexpertise, la télésurveillance médicale, la téléassistance médicale et la régulation (centre 15).**

- **La téléconsultation** permet à un professionnel médical de donner une consultation à distance à un patient. Un professionnel de santé peut être présent auprès du patient et, le cas échéant, assister le professionnel médical au cours de la téléconsultation.
- **La téléexpertise** permet au professionnel de santé de solliciter à distance l'avis d'un ou plusieurs professionnels, en raison de leurs formations ou de leurs compétences particulières.
- **La télésurveillance**
La télésurveillance permet à un professionnel médical d'interpréter à distance les données recueillies sur le lieu de vie du patient.
- **La téléassistance**
La téléassistance médicale a pour objet de permettre à un professionnel médical d'assister à distance un autre professionnel de santé au cours de la réalisation d'un acte.
- **La régulation**
La régulation médicale est la réponse médicale apportée dans le cadre de l'activité des centres 15.

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)

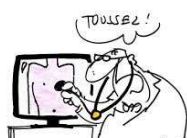
Comme dans la pratique médicale classique, la télémédecine respecte les règles de déontologie, d'éthique, de confidentialité, les lois et règlements (autorisations d'exercer, assurance professionnelle...) et les standards de pratique clinique (recommandations de bonnes pratiques...).

Le développement de la **télémédecine** appelle à une nouvelle organisation de la prise en charge et du parcours de soins du patient. Pour les professionnels notamment, un équipement particulier (logiciel, matériel audio et vidéo de qualité, appareils médicaux adaptés...), est requis pour la réalisation de ces actes.

Les bénéfices attendus de la télémédecine devraient contribuer à :

- améliorer la qualité de vie des patients ;
- faciliter l'accès aux soins pour tous, réduction des déserts médicaux ;
- prévenir les hospitalisations ou ré-hospitalisations ;
- diminuer le recours aux urgences ;
- réduire les transports
- améliorer la coordination entre les professionnels de santé ;

La téléconsultation désormais remboursée



Le remboursement par l'Assurance maladie des actes de **téléconsultation** dès le 15 septembre 2018 est une première étape. Elle sera ouverte à tous les assurés, quel que soit leur lieu de résidence, et à tous les médecins, quelle que soit leur spécialité.

La téléconsultation sera réalisée par vidéotransmission : le patient sera invité par le médecin à se connecter à un site ou à une application sécurisée *via* un ordinateur ou une tablette équipés d'une webcam (une assistance par des professionnels de santé équipés – pharmaciens, infirmiers – pourra être demandée). Elle s'inscrit dans un parcours de soins et doit donc passer par un médecin traitant, sauf pour les spécialistes déjà consultables directement (gynécologues, ophtalmologues, psychiatres/neuropsychiatres ou stomatologues) et pour les patients de moins de 16 ans.



Quant à la **téléexpertise**, son déploiement sera plus progressif : à partir de février 2019, elle sera ouverte à une certaine catégorie de patients, puis elle s'élargira à l'ensemble des patients en 2020.

Source : HAS
(Haute Autorité de santé)



© arcus.centerblog.net

AU FIL DES JOURS (08 JANVIER 2019)



© Fleur.catamarcainfo.com

Mesdames et Messieurs les présidents d'associations, merci de transmettre cet AFJ aux membres de votre bureau et à vos adhérents pour leur montrer les actions de nos fédérations.

A tous les destinataires : afin de ne pas interrompre la diffusion de l'AFJ, n'oubliez pas de nous signaler tout changement d'adresse mail.

Abonnez-vous au « Courrier des Retraités »

- 5 €/an pour 4 numéros si l'abonnement est collecté par votre association adhérente à l'UFR-rg ou à la FNAR
- 10 €/an pour 4 numéros si l'abonnement est individuel.

Contact : FNAR/UFR-rg- 83/87 avenue d'Italie- 75013 PARIS

**Prochaine parution :
le 07 FEVRIER 2019**

